

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Jeudi 23 Octobre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

RTS. LE COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 22 OCTOBRE 2025

Le Conseil des Ministres s'est tenu le mercredi 22 octobre 2025, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, Président de la République. AU TITRE DE LA COMMUNICATION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Le Chef de l'Etat a fait une communication portant sur les points suivants :

Commémoration du 81ème anniversaire du Massacre de Thiaroye et célébration de la journée des tirailleurs sénégalais. Le Président de la République a informé le Conseil avoir reçu, le jeudi 16 octobre 2025, le livre blanc sur le Massacre des Tirailleurs sénégalais à Thiaroye, le 1er décembre 1944. Il adresse ses félicitations au Premier Ministre qui a supervisé ce travail de mémoire et de vérité, d'une portée symbolique et historique exceptionnelle. Il rend également un vibrant hommage au Professeur Mamadou DIOUF qui a coordonné les travaux du Comité de commémoration ayant enregistré la contribution d'éminents historiens ainsi qu'à son équipe.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/le-communique-du-conseil-des-ministres-du-mercredi-22-octobre-2025>

SENEWEB. Sénégal : le FMI revient pour un nouveau programme

Une délégation du Fonds monétaire international (FMI) est arrivée à Dakar ce mercredi 22 octobre. Elle séjournera au Sénégal jusqu'au 4 novembre pour poursuivre les discussions entamées à Washington sur un nouveau programme d'appui financier. Cette mission fait suite à la réévaluation par le FMI de la dette du Sénégal, désormais estimée à 132 % du PIB, un niveau qui place le pays en tête des nations les plus endettées du continent africain, estime L'Observateur.

https://www.seneweb.com/fr/news/Economie/senegal-le-fmi-revient-pour-un-nouveau-programme_n_471974.html

LE QUOTIDIEN. Fmi – Nouveau programme avec le Sénégal : Edward Gemayel à Dakar jusqu'au 4 novembre

Le responsable pays du Fmi est arrivé à Dakar depuis hier pour conduire les négociations devant aboutir aux conditions d'établissement d'un nouvel accord de partenariat entre le Fonds et le Sénégal. C'est quand plus rien ne va que, comme la cavalerie yankee dans les films westerns américains, le Fonds monétaire international (Fmi) vient à la rescousse. Le projet de budget 2026 annonce que le service de la dette va manger l'essentiel des ressources du pays, et le financement du fameux Plan de redressement économique et social (Pres) commence à faire sentir ses effets, notamment dans le renchérissement des prix des produits de première nécessité. Le gouvernement a tellement besoin d'argent pour financer ses projets de développement. Malheureusement, coupé des financements con-cessionnels à plus ou moins long terme, l'Etat du Sénégal est obligé de jongler avec les moyens de bord, en essayant d'arbitrer entre les besoins en consommation de ses populations et l'intérêt des investissements structurants. L'appui du Fonds monétaire est donc devenu capital.



<https://lequotidien.sn/fmi-nouveau-programme-avec-le-senegal-edward-gemayel-a-dakar-jusquau-4-novembre/>

RTS. BUDGET 2026 : LE PRÉSIDENT FAYE PLACE LE BIEN-ÊTRE DES SÉNÉGALAIS, L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF ET L'EMPLOI AU CŒUR DES PRIORITÉS

Lors du Conseil des ministres tenu ce mercredi, le Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a invité les membres de son gouvernement à présenter à l'Assemblée nationale des politiques et programmes capables de stimuler l'investissement productif, de renforcer la création d'emplois et de promouvoir le développement du secteur privé. Selon le communiqué officiel publié à l'issue de la réunion, le chef de l'État a demandé aux ministres de « prendre toutes les dispositions nécessaires afin de soumettre devant la représentation nationale les politiques, programmes, projets et actions destinés à accélérer la relance de l'investissement productif et de l'emploi ». Bassirou Diomaye Faye a également insisté sur la nécessité de maintenir cette orientation lors de l'examen et du vote du budget de l'État pour l'année 2026, en plaçant le développement du secteur privé au centre des priorités gouvernementales. Le président a par ailleurs souligné que l'amélioration du bien-être des populations sur l'ensemble du territoire national devra constituer une préoccupation majeure au cours du prochain exercice budgétaire.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/budget-2026-le-president-faye-place-le-bien-etre-des-senegalais-investissement-productif-et-lemploi-au-coeur-des-priorites>

LA NOUVELLE TRIBUNE. Sénégal : Coût de la vie et service de la dette, le pari du Président Diomaye

Réuni en Conseil des ministres à Dakar, le chef de l'État Bassirou Diomaye Faye a instruit son gouvernement d'articuler les politiques publiques autour de la relance de l'investissement, de l'emploi et de la protection du pouvoir d'achat. À l'approche du vote du budget 2026, l'exécutif est appelé à concilier rigueur budgétaire et justice sociale, alors que le poids de la dette publique s'alourdit. L'enjeu est de maintenir la stabilité économique sans freiner la croissance. Une feuille de route centrée sur la relance et la cohésion sociale. Hier en Conseil des ministres, le président Bassirou Diomaye Faye a demandé aux ministres de présenter à l'Assemblée nationale des politiques et programmes capables de stimuler l'investissement productif et l'emploi. Ces orientations, qui accompagneront la loi de finances 2026 déposée le 15 octobre au Parlement, doivent aussi renforcer le rôle du secteur privé comme moteur du développement.

<https://lanouvelletribune.info/2025/10/senegal-cout-de-la-vie-et-service-de-la-dette-le-pari-du-president-diomaye/>

LE SOLEIL. Le Président engage son gouvernement à maîtriser les prix et renforcer la performance économique

Le Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a présidé ce mercredi 22 octobre 2025, le Conseil des ministres. Cette réunion a été l'occasion pour le Chef de l'État d'appeler à un dialogue budgétaire transparent et responsable, au service de la relance économique et du bien-être des populations. Rappelant le dépôt du projet de Loi de Finances 2026 à l'Assemblée nationale, le 15 octobre dernier — date marquant l'ouverture de la session ordinaire unique du Parlement — le Président de la République



a salué le travail accompli par le Premier ministre, le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, le ministre des Finances et du Budget, ainsi que l'ensemble du Gouvernement. Il a souligné que ce projet de budget adopté les orientations du Plan de redressement économique et social (PRES) et de l'Agenda national de transformation, piliers de la Vision Sénégal 2050. Le Chef de l'État a tenu à rappeler que la session budgétaire représente un moment fort de dialogue démocratique, de vérité et de transparence.

<https://lesoleil.sn/actualites/politique/le-president-engage-son-gouvernement-a-maitriser-les-prix-et-renforcer-la-performance-economique/>

LE SOLEIL. Lutte contre le blanchiment de capitaux : un projet de loi adopté en Conseil des ministres

Le gouvernement sénégalais renforce son dispositif de lutte contre les flux financiers illicites. Réuni en Conseil des ministres ce mercredi 22 octobre 2025, sous la présidence du chef de l'État Bassirou Diomaye Faye, l'exécutif a adopté plusieurs projets de textes visant à consolider le cadre national de prévention et de répression du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Parmi ces textes figure le projet de décret portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national de coordination de la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Ce nouvel organe aura pour mission d'assurer une meilleure coordination des acteurs nationaux impliqués dans la prévention et la détection des opérations suspectes. Le Conseil a également adopté un projet de décret relatif au contrôle et à la supervision des personnes assujetties du secteur non financier (tels que les notaires, agents immobiliers, casinos ou encore ONG) en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Cette mesure vise à combler les failles identifiées dans la surveillance de ce pan souvent vulnérable du système financier.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/lutte-contre-le-blanchiment-de-capitaux-un-projet-de-loi-adopte-en-conseil-des-ministres/>

SUD QUOTIDIEN. Sénégal: Fiscalité – Réformer sans freiner l'innovation

Le gouvernement du Sénégal a réaffirmé son engagement à attirer les investisseurs et à stimuler la croissance portée par le secteur privé lors du forum « Invest in Senegal », tenu les 7 et 8 octobre 2025 à Diamniadio. L'événement a réuni des chefs d'État, des institutions multilatérales et des dirigeants d'entreprises venus d'Afrique et d'ailleurs. Sous le thème « Investir au Sénégal », le message était clair : Faire du Sénégal un hub d'investissement, d'industrie et d'innovation en Afrique de l'Ouest. Cependant, derrière l'accueil réservé aux investisseurs se dessine une inquiétude grandissante : l'augmentation rapide du coût des affaires, largement portée par une hausse des charges fiscales, ce qui pourrait détériorer l'attractivité du pays. Si la mobilisation des recettes fiscales et la rigueur budgétaire sont des priorités légitimes, l'ampleur et la rapidité de ces augmentations risquent de fragiliser la compétitivité du pays. Une fiscalité trop lourde et imprévisible peut dissuader les investisseurs, décourager la formalisation et rendre la planification à long terme particulièrement difficile.

<https://www.sudquotidien.sn/senegal-fiscalite-reformer-sans-freiner-linnovation/>



LE QUOTIDIEN. Taxation tous azimuts : Le Trésor de guerre du Pres

Les consommateurs, qui vont payer en espèces au niveau de certains services, doivent désormais verser 1% de pour le compte de l'Etat. En attendant l'instauration d'une taxe de 0, 5% sur les transferts d'argent, après celles sur le tabac et l'alcool déjà en vigueur, ils doivent serrer la ceinture pour financer le Pres. Par Bocar SAKHO – Après Orange, Auchan, et Canal+ qui n'a pas hésité à répercuter sur les consommateurs le montant de la redevance qu'il verse désormais à l'Etat sénégalais, la Sen'Eau est entrée dans la danse. Dans un communiqué publié hier, la société de distribution d'eau annonce à ses clients l'entrée en vigueur d'un droit de timbre de 1% sur tous les paiements effectués en espèces, conformément à la loi n°2025 du 27 septembre 2025. Selon elle, cette taxe est applicable depuis le 4 octobre 2025 et concerne tous les montants réglés en espèces, sans exception. Ainsi donc, le droit de timbre sera perçu directement par les sociétés pour le compte de l'Etat, avant d'être reversé intégralement au Trésor public.

<https://lequotidien.sn/taxation-tous-azimuts-le-tresor-de-guerre-du-pres/>

LE SOLEIL. 1 219 MILLIARDS FCFA À TRAVERS TROIS APPELS PUBLICS À L'ÉPARGNE RÉUSSIS EN SEPT MOIS

Le Sénégal, une signature qui rassure

En 2025, le Sénégal a brillé sur le marché obligataire. Dans un contexte marqué par l'absence d'accord avec le Fonds monétaire international (Fmi), des baisses successives de sa notation souveraine et un débat sur les chiffres publics, le Sénégal a réussi trois emprunts obligataires d'un montant de 1.219 milliards de FCfa avec d'importantes couvertures. En sept mois, le Sénégal, dans sa stratégie de mobiliser l'épargne locale, dans une logique de financement endogène, a réussi trois emprunts obligataires, pour un montant total de 1.219 milliards FCfa, soit un record sur la période dans la zone. Ces performances résultent d'une liquidité du marché et d'une confiance des investisseurs à la signature du Sénégal. Le premier emprunt a eu lieu le 10 avril 2025. Après moins de deux semaines de souscription, le Trésor public sénégalais a anticipé le jeudi 10 avril la clôture de son emprunt obligataire par appel public à l'épargne lancé le jeudi 27 mars alors qu'elle devait s'étendre jusqu'au 26 avril. L'opération visait 150 milliards de FCfa. Les investisseurs ont ainsi proposé une enveloppe d'un montant cumulé de 405 milliards de FCfa, soit près de trois fois l'objectif initial.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/le-senegal-une-signature-qui-rassure/>

SUD QUOTIDIEN. Finance islamique : 500 milliards F CFA de Zakaat collectés chaque année au Sénégal

Au Sénégal, 500 milliards Fcfa de Zakaat sont collectés chaque année. Selon l'expert financier Abdoulaye Lam qui a fait la révélation, l'Etat pourrait utiliser ces fonds pour financer des programmes tels que les bourses familiales et la couverture maladie. 500 milliards de Fcfa de Zakaat sont collectés. Chaque année au Sénégal. C'est ce qu'a fait savoir Abdoulaye Lam, expert en finance islamique et directeur général du cabinet Global Islamic finance et transactions (GIFT). Il s'exprimait hier, mercredi 22 octobre lors de l'atelier de formation et de sensibilisation des membres du collectif des journalistes économiques du Sénégal (Cojes) sur la finance islamique. Selon lui, à travers les instruments de la finance islamique tels que la Zakaat et le Waqf, on peut mettre en place des fonds de solidarité que l'Etat pourra utiliser pour financer les bourses familiales et la couverture maladie. « Le gouvernement parle de restructuration



de bourses familiales. Je pense que c'est une opportunité pour l'Etat d'utiliser la Zakaat et le Waqf pour financer les bourses familiales de façon beaucoup plus consistante », préconise-t-il.

<https://www.sudquotidien.sn/finance-islamique-500-milliards-f-cfa-de-zakaat-collectes-chaque-annee-au-senegal/>

LE SOLEIL. Les Agropoles : levier majeur de l'industrialisation au Sénégal

Le Sénégal, dans le cadre de sa stratégie de transformation économique, a mis en place le Programme national de développement des Agropoles du Sénégal (PNDAS). Ce projet vise à bâtir des pôles agro-industriels intégrés sur l'ensemble du territoire afin de doter le pays d'une véritable industrie agroalimentaire, capable de transformer localement les productions agricoles, créer des emplois et réduire les importations. Cinq pôles agro-industriels pour valoriser les territoires. Cinq zones sont ciblées : Centre, Nord, Sud, Ouest et Est, chacune jouant un rôle de catalyseur pour les chaînes de valeur agricoles. Intégrées dans la Vision 2050 – Agenda national de transformation, les agropoles reposent sur quatre piliers : économie compétitive, aménagement durable, équité sociale et gouvernance renouvelée. Chaque pôle dispose de priorités et de financements propres : Pôle Centre (Kaolack, Diourbel, Fatick, Kaffrine) : arachide, céréales, sel – 108 milliards FCFA. Pôle Sud (Ziguinchor, Kolda, Sédhiou) : mangue, anacarde, maïs – 57 milliards FCFA. Pôle Ouest (Thiès) : légumes, fruits, viande, lait – 56 milliards FCFA. Pôle Nord (Louga, Saint-Louis, Matam) : riz, oignon, tomate, viande – 189 milliards FCFA. Pôle Est (Tambacounda, Kédougou) : banane, fonio, maïs. (montant non spécifié). Soutenu par la BAD, la BID, Enabel et l'État, le programme vise la montée en valeur ajoutée, la substitution aux importations et la création d'emplois jeunes et femmes.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/les-agropoles-levier-majeur-de-lindustrialisation-au-senegal/>

SENEWEB. Pétrole sénégalais (T3) : Woodside a généré plus de 1.4 milliard de dollars en 9 mois

Woodside, l'opérateur du champ Sangomar, vient de dévoiler les résultats de son troisième trimestre de l'année 2025. La compagnie australienne, détenant 82% de participation dans le pétrole sénégalais, évoque des performances exceptionnelles, avec une production de 99 000 barils par jour (Mbbbl/d), qui a généré 477 millions de dollars pour le troisième trimestre. Au second trimestre de l'année, 510 millions de dollars avaient été générés et 464 millions de dollars à fin mars. Au total, ce sont 1,468 milliard de dollars qui ont été générés jusqu'ici pour l'année 2025, sur Sangomar. Soit autour de 831,1 milliards de francs Cfa. En 2024, à pareille période, ce sont 464 millions de dollars qui avaient été générés par la compagnie pétrolière. Soit autour de 262,7 milliards de francs Cfa. «Woodside a enregistré une hausse de sa production trimestrielle de 51 millions de barils équivalent pétrole. Sangomar a maintenu ses performances exceptionnelles, produisant 99000 barils de pétrole par jour avec un taux de fiabilité de 98,2 %», a salué Meg O'Neill, la Présidente Directrice générale (Ceo) de la compagnie pétrolière.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/petrole-senegalais-t3-woodside-a-genere-plus-de-14-milliard-de-dollars-en-9-mois_n_471889.html



AGENCE ECOFIN. Classement des pays africains les moins risqués pour les investisseurs en 2025 (Henley & Partners)

La majorité des pays africains figurent en bas de tableau, en raison notamment de leurs faibles performances dans plusieurs indicateurs tels que la stabilité politique, la gouvernance, les comptes extérieurs et la résilience au changement climatique. Maurice, la Tanzanie et le Botswana sont les pays africains les moins risqués pour les investisseurs en 2025, selon un classement publié le mardi 21 octobre 2025, par le cabinet britannique de conseil en citoyenneté et de résidence Henley & Partners en collaboration avec la plateforme d'analyse prédictive AlphaGeo. Le « Global Investment Risk and Resilience Index » est le premier indice qui mesure l'exposition des pays aux risques géopolitiques, économiques et climatiques, ainsi que leur capacité d'adaptation et de reprise pour aider les particuliers très fortunés, les investisseurs institutionnels et les entreprises à déterminer comment et où allouer leurs capitaux.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/2310-132581-classement-des-pays-africains-les-moins-risques-pour-les-investisseurs-en-2025-henley-partners>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Sénégal: le FMI est à Dakar pour trouver un moyen de ramener l'endettement à un niveau soutenable

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI) est arrivée à Dakar ce mercredi 22 octobre. Jusqu'au 4 novembre, elle aura pour mission de poursuivre les négociations engagées avec le FMI à Washington. Principal enjeu : la reprise d'un nouveau programme d'appui financier, alors que le FMI vient de réévaluer la dette du Sénégal à 132% du PIB, ce qui en fait le pays le plus endetté d'Afrique. Dirigée par Edward Gemayel, le chef de mission du FMI au Sénégal, l'équipe a douze jours pour finaliser les discussions entamées à Washington la semaine dernière avec les membres du ministère des Finances venus sur place. Le ministre des Finances sénégalais, Cheikh Diba, avait alors rencontré la directrice générale du fonds, Kristalina Georgieva, en marge des réunions annuelles de l'organisation de Bretton Woods. Objectif de cette semaine : affiner les besoins financiers du gouvernement et leurs capacités de remboursement, mais aussi les réformes à prévoir pour cela. Une étape délicate et cruciale, alors que le FMI a réévalué la dette du Sénégal à 132% du PIB, bien plus que les 119% dont il était question ces derniers mois. Un chiffre qui résulte de l'addition de la dette de l'administration centrale à celle des entreprises publiques, selon un porte-parole du FMI joint par RFI.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251022-s%C3%A9n%C3%A9gal-le-fmi-est-%C3%A0-dakar-pour-trouver-un-moyen-de-ramener-l-endettement-%C3%A0-un-niveau-soutenable>



TV5 MONDE. Les mécanismes du commerce mondial menacés de "dérailler", alerte le secrétaire général de l'ONU

Les mécanismes régissant le commerce mondial se trouvent sous la menace d'un "déraillement" sur fonds de conflits commerciaux, a estimé mercredi à Genève le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, se disant également préoccupé par une dette globale croissante et le manque de filets de sécurité financiers internationaux. "La dette mondiale a explosé. La pauvreté et la faim persistent. L'architecture financière internationale ne fournit pas un filet de sécurité adéquat aux pays en développement. Et le système commercial fondé sur des règles risque de dérailler", a alerté M. Guterres dans une allocution lors de la 16e Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Le chef de l'ONU a particulièrement pointé du doigt l'incertitude mondiale persistante, provoquée par les droits de douane mis en place par Donald Trump et les tensions commerciales qu'ils ont déclenchées.

<https://information.tv5monde.com/international/les-mecanismes-du-commerce-mondial-menaces-de-derailer-alerte-le-secretaire-general-de-lonu-2795105?amp=>

IMF BLOG. Les perspectives de l'économie mondiale ont peu changé alors que des réorientations stratégiques et des forces complexes sont à l'œuvre

En avril, les États-Unis ont ébranlé les normes commerciales mondiales en annonçant des droits de douane de grande envergure. Compte tenu de la complexité et de l'évolution rapide de la conjoncture, notre rapport d'avril présentait une fourchette estimative de la révision à la baisse de la croissance mondiale qui allait de « modérée » à « notable », selon la gravité effective du choc sur les échanges commerciaux. Six mois plus tard, où en sommes-nous ? La bonne nouvelle, c'est que la révision à la baisse de la croissance se situe dans la partie modérée de la fourchette. Les raisons à cela sont claires. Les États-Unis ont négocié des accords commerciaux avec différents pays et ont accordé de multiples exemptions. La plupart des pays se sont abstenus de riposter, maintenant au contraire le système commercial largement ouvert.

<https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2025/10/14/global-economic-outlook-shows-modest-change-amid-policy-shifts-and-complex-forces>

LE TEMPS. Donald Trump devrait se rendre à Davos pour le Forum économique mondial

Le président américain entend participer à la prochaine édition du Forum de Davos, selon plusieurs titres de CH Media publiés ce mercredi. Aucune invitation officielle n'a toutefois encore été lancée. Le président américain Donald Trump devrait fouler le sol de la station grisonne de Davos cet hiver pour participer au World Economic Forum (WEF). « Devrait », car l'information n'a pas encore été confirmée officiellement, ni par la Confédération, ni par l'organisation du WEF. Cette présence annoncée étonne ainsi par sa forme : le président américain se serait invité lui-même à l'événement, avant même que les organisateurs du WEF ne l'aient contacté, selon deux sources indépendantes – l'une proche du Forum économique mondial, l'autre du Conseil fédéral – citées ce mercredi par les titres de CH Media. De son côté, le Forum de Davos précise que les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 et d'autres pays sont généralement invités.

<https://www.letemps.ch/economie/donald-trump-devrait-se-rendre-a-davos-pour-le-forum-economique-mondial>



RFI. États-Unis : nouveau recul de l'éolien offshore, le secteur dans le collimateur de la Maison Blanche

Aux États-Unis, la demande en énergie explose, notamment pour alimenter les centres de données au cœur de l'intelligence artificielle. D'ici à la fin de la décennie, les data centers représenteront 6 à 12% des besoins en électricité du pays. Pour répondre à cette demande, Donald Trump fait le pari du gaz et du pétrole, aux dépens des énergies renouvelables. Résultat : les projets éoliens sont menacés. Le dernier en date est celui de BP et de l'entreprise japonaise Jera. Depuis son retour aux affaires, Donald Trump a mis fin à toutes les subventions encourageant la transition verte. L'éolien en mer est particulièrement dans le collimateur de la Maison Blanche. Des permis accordés sous l'administration Biden ont soudainement été annulés, y compris pour des projets dont la construction était à 80% achevée. Dernière illustration de ce recul : le géant pétrolier BP et son associé japonais ont jeté l'éponge en renonçant à Beacon Wind, un champ d'éoliennes au large de New York et Boston, au nord-est des États-Unis. Celui-ci devait produire assez d'électricité pour alimenter un million de foyers. « Dans l'environnement actuel, nous ne voyons plus de chemin viable pour le développement de ce projet », expliquent les deux entreprises dans un communiqué.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20251022-%C3%A9tats-unis-nouveau-recul-de-l-%C3%A9olien-offshore-le-secteur-dans-le-collimateur-de-la-maison-blanche>

LE POINT. Budget 2026 : pourquoi la bataille s'annonce encore plus dure qu'annoncé

La commission des Finances n'a pas adopté la première partie du projet de loi de finances pour 2026, présageant des débats houleux à l'Assemblée. Cela augure-t-il des discussions tout aussi difficiles dans l'hémicycle ? Après une dernière âpre nuit de débats, du mercredi 22 au jeudi 23 octobre, la commission des Finances n'a pas adopté la première partie de la copie du budget, qui concerne notamment les recettes pour l'année 2026. Seuls les élus Renaissance ont voté pour, au contraire de la gauche, l'extrême droite et les Républicains. L'examen du projet de loi de finances en commission (dont la composition reprend les équilibres de l'Assemblée) est à considérer comme un tour de chauffe, une manière d'évaluer la teneur des débats (et les difficultés) qui subsisteront à l'arrivée du texte dans l'hémicycle. Les membres de la commission ont bataillé face aux quelque 1 500 amendements à examiner. Et le constat est sensiblement sans appel.

https://www.lepoint.fr/economie/budget-2026-pourquoi-la-bataille-s-annonce-encore-plus-dure-qu-annonce-23-10-2025-2601621_28.php

LE MONDE. « D'où vient la croissance faible, mais réelle, de l'économie française ? »

D'une manière surprenante, la France démontre une résilience certaine aux aléas politiques et budgétaires, mais pour combien de temps encore, s'interroge, dans sa chronique, Béatrice Madeline. Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci. La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du Monde, est strictement interdite. Contre toute attente, la France n'a pas basculé dans la récession, malgré la pitoyable séquence politique dans laquelle elle s'est enlisée depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin 2024. Alors que le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne évolue dans le rouge depuis deux ans, la croissance française est restée positive, dans un



contexte anxiogène. Jeudi 23 octobre, la publication des comptes nationaux ne devrait pas faire exception : les économistes attendent une hausse de 0,2 % du PIB au troisième trimestre, pourtant marqué par la chute du gouvernement Bayrou et le vrai-faux départ de Sébastien Lecornu. L'objectif de 0,7 % de croissance sur l'année 2025 semble ainsi parfaitement atteignable.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/10/23/d-ou-vient-la-croissance-faible-mais-reelle-de-l-economie-francaise_6649002_3232.html

COURRIER INTERNATIONAL. Terres rares, puces électroniques... Les remous avec la Chine inquiètent l'industrie allemande

Les restrictions chinoises sur les exportations de terres rares et de composants technologiques de pointe, récemment annoncées par Pékin, pourraient avoir des conséquences désastreuses pour l'industrie allemande. Les constructeurs automobiles et les entreprises de défense, notamment, risquent de se retrouver en difficulté, lit-on dans la presse d'outre-Rhin. En Allemagne, "la situation ressemble probablement à ce que l'on aurait pu imaginer", estime la Süddeutsche Zeitung. "Les points de rupture de la mondialisation [apparaissent], d'importantes chaînes d'approvisionnement lâchent, et des technologies majeures sont utilisées comme moyen de pression géopolitique." Un scénario presque apocalyptique, lié notamment à un conflit commercial impliquant la Chine et les Pays-Bas. Le gouvernement néerlandais a récemment mis la main sur le fabricant de puces Nexperia, qui était auparavant détenu majoritairement par le chinois Wingtech. Ce faisant, il s'est aliéné Pékin, qui a bloqué le 4 octobre la livraison de certains composants utilisés par l'entreprise.

https://www.courrierinternational.com/article/economie-terres-rares-puces-electroniques-les-remous-avec-la-chine-inquietent-l-industrie-allemande_236569

FRENCH.CHINA.ORG.CN. La Chine et l'UE montrent leur volonté de gérer leurs différends par le dialogue

Une relation économique et commerciale saine et équilibrée entre la Chine et l'Union européenne (UE) est dans l'intérêt à long terme des deux parties, permettant à leurs entreprises de se développer ensemble, de tirer parti de leurs atouts respectifs et de mieux résister aux vents contraires causés par la montée du protectionnisme américain, ont déclaré mercredi des observateurs du marché et des chefs d'entreprise. Ils ont noté que les derniers échanges entre hauts responsables chinois et européens, dont une visioconférence entre le ministre chinois du Commerce Wang Wentao et le commissaire européen au Commerce et à la Sécurité économique Maros Sefcovic, reflétaient une volonté commune de gérer les différends par le dialogue et de maintenir la stabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. Lors de cette réunion, les deux parties ont tenu des discussions approfondies sur les principaux enjeux économiques et commerciaux Chine-UE, avec notamment le contrôle des exportations de terres rares et l'enquête anti-subsidies menée par l'UE sur les véhicules électriques chinois.

http://french.china.org.cn/china/txt/2025-10/23/content_118138306.htm

LES ECHOS. « Nous ne laisserons pas des bureaucrates à Pékin contrôler l'industrie mondiale » : l'Occident en état d'alerte sur les terres rares

Face aux restrictions chinoises sur les terres rares, Washington mobilise ses alliés pour réduire leur dépendance. Le Japon et le Canada se disent prêts à agir, tandis que l'Europe peine à structurer une filière stratégique. L'enjeu dépasse l'économie. Les



Etats-Unis ont-ils atteint les limites de la brutalisation de leurs alliés ? Il semblerait que, dans le conflit qui oppose Washington à Pékin autour des terres rares, l'Oncle Sam soit enfin prêt à mettre un peu d'eau dans son vin. Alors que le président Donald Trump n'a pas vraiment ménagé ses partenaires historiques ces derniers mois, le gouvernement américain appelle désormais le reste du monde à s'unir face à la domination chinoise sur ces métaux critiques.

<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/nous-ne-laisserons-pas-des-bureaucrates-a-pekin-controler-lindustrie-mondiale-loccident-en-etat-dalerte-sur-les-terres-rares-2193658>

LES ECHOS. Guerre en Ukraine : les sanctions contre la Russie provoquent un coup de fièvre sur les prix du pétrole

Le prix du baril s'envole ce jeudi, les nouvelles sanctions américaines et européennes contre le secteur pétrolier russe faisant craindre des tensions sur l'offre. Mais les fondamentaux du marché ne plaident pas pour ce scénario à moyen terme. L'inquiétude est palpable, ce jeudi matin, sur les marchés pétroliers. Les nouvelles sanctions visant le secteur russe d'hydrocarbure, annoncées par les Etats-Unis et l'Union européenne mercredi soir, ont provoqué un regain de tension sur un marché jusqu'ici orienté à la baisse. Vers 11h30, heure de Paris, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, s'envolait de 5,05 % à 65,75 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 5,18 % à 61,53 dollars. La nervosité des marchés s'explique par la sévérité de ce nouveau train de sanctions contre un secteur pétrolier russe déjà malmené par la récente vague d'attaques ukrainiennes contre ses infrastructures.

<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/guerre-en-ukraine-les-sanctions-contre-la-russie-provoquent-un-coup-de-fievre-sur-les-prix-du-petrole-2194240>

LE MONDE. « Les statistiques officielles sont à la politique économique ce que le sonar est à la navigation »

La Journée mondiale de la statistique est l'occasion de braquer les projecteurs sur l'importance cruciale de métriques fiables pour la vie économique, observe Isabelle Chaperon, chroniqueuse au service Economie du « Monde ». Bonne fête à tous les statisticiens ! Espérons qu'ils en ont profité, car la journée mondiale de la statistique, qui s'est tenue lundi 20 octobre, à l'initiative de l'Organisation des Nations unies, n'a lieu que tous les cinq ans. L'occasion de braquer les projecteurs sur l'importance cruciale de métriques fiables pour la vie économique, mais aussi sur leur fragilité face aux risques d'erreurs et, pire, de censure. Les statistiques officielles sont à la politique économique, à la santé publique, voire à la gouvernance climatique, ce que le sonar est à la navigation : elles guident le barreur.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/10/21/les-statistiques-officielles-sont-a-la-politique-economique-ce-que-le-sonar-est-a-la-navigation_6648525_3234.html

WATSON. Les signes d'une crise économique majeure se multiplient

Les signes laissant craindre un effondrement du système financier se multiplient. Des experts du domaine livrent leur analyse de la situation et parlent des conséquences qu'aurait une nouvelle crise économique majeure. Jamie Dimon est le PDG de JP Morgan, actuellement la banque la plus performante au monde. Bien que son



établissement enregistre d'excellents résultats, il ne se sent plus tout à fait à l'aise. Il a ainsi déclaré récemment : « Je ne devrais probablement pas dire ça, mais quand je vois un cafard, il y en a probablement beaucoup d'autres ». Cette remarque fait référence à la faillite de First Brands Group. Dimon y voit plus qu'un simple cas isolé. « A mon avis, c'était, à bien des égards, une fraude ouverte ». Une affaire qui en dit long. Le cas de First Brands est en réalité bien plus qu'une simple brouille. Il s'agit en quelque sorte de la réponse américaine à l'escroc Autrichien récemment condamné René Benko, mais en beaucoup plus grave.

<https://www.watson.ch/fr/economie/analyse/517054659-une-crise-majeure-pourrait-bientot-frapper-l-economie-mondiale>

HUMANITE. Cryptomonnaies, faillites des banques régionales, bulle de l'IA... Les signaux d'un krach boursier imminent ?

Bulles spéculatives sur l'intelligence artificielle ou les cryptomonnaies, faillites de banques régionales états-uniennes : les signes de fragilité se multiplient sur les marchés financiers, alors même que se profile la bombe de l'insolvabilité d'une montagne de « crédits privés ». Le contrecoup de la [financiarisation de l'économie mondiale](#), impulsée par les administrations états-uniennes successives comme par la majorité des dirigeants européens, alimente des craintes de plus en plus marquées d'imminence d'un krach à la dimension retentissante. Le décalage entre les performances de l'économie réelle et celles, toujours plus boostées, de la sphère financière devient intenable. Wall Street, la Bourse de New York, épice de ce monde financier, représente aujourd'hui près du double (190 %) du PIB des États-Unis. Des niveaux record de cours des actions ont été atteints à New York ou à Paris. Le Dow Jones pulvérise les 45 000 points.

<https://www.humanite.fr/monde/krach-boursier/cryptomonnaies-faillites-des-banques-regionales-bulle-de-lia-les-signaux-dun-krach-boursier-imminent>

